

## Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 MARS 1902.

### Proposition de loi sur la recherche de la paternité.

## DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Notre Constitution, adoptée le 7 février 1831, porte en son article 159 :  
« Le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir, par des lois séparées et dans le plus court délai possible, aux objets suivants : 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup> : La revision des Codes. »

Ce délai dure depuis soixante-onze ans, et depuis soixante-onze ans subsistent dans notre Code civil notamment des dispositions unanimement combattues, comme celle de l'article 540, qui interdit la recherche de la paternité alors que l'article suivant admet la recherche de la maternité.

Quelques esprits pusillanimes, s'exagérant à plaisir les abus que la législation contraire d'avant le Code Napoléon (1804) aurait entraînés, ne sont point parvenus à justifier cette différence criante faite entre le père et la mère.

Dans tous les domaines — philosophie du droit, législation comparée, économie sociale, roman, théâtre — l'interdiction de la recherche de la paternité a trouvé des adversaires autorisés. Delvincourt, Valette, Allard, Accolas, Laurent, Bridel, Rivet et d'autres interprètes savants du Code civil se sont rencontrés en cette croisade. Ils ont été suivis par des publicistes catholiques importants, tels que le comte d'Haussonville, Le Play, le Père Toulemant, etc. Le Parti ouvrier belge a inscrit dès le principe à son programme l'admission de la recherche de la paternité, réclamée avec insistance par tous les congrès féministes. (Congrès international de Bruxelles 1897. Propositions et rapports de M. Bridel, M<sup>me</sup> Popelin-Cheliga. Paris, août 1900; Bruxelles, 1901 (Rapport Deswaert); Gand, 1902 (Rapport M<sup>me</sup> H. Denis.)

Il faudrait citer sur la réforme de l'article 540 une littérature compacte. Quant aux réformes législatives proposées en France (projets Rivet et Viviani) et en Belgique, elles sont connues et appréciées. Si nous rappelons ici l'avant-projet de revision du Code civil de M. Laurent (1885), les rapports

de la commission de revision du Code civil (sur le titre VII du livre 1<sup>er</sup>, art. 56 et suivants), enfin le projet de loi de M. Lejeune (26 juillet 1893), repris par M. Begerem (16 novembre 1894), c'est que nous avons puisé en ces sources autorisées la plupart des éléments de la présente proposition de loi, et que, sur les points communs, nous faisons nôtres les motifs que ces auteurs ont excellemment exposés.

Mais, d'une part, les deux projets Lejeune et Begerem furent atteints par deux dissolutions de nos Chambres législatives; d'autre part, nous avons cru devoir introduire dans notre proposition certaines dispositions nouvelles, dont les unes se trouvent justifiées dans les travaux préparatoires du nouveau Code civil allemand, qui a force exécutoire pour tout l'Empire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1900, et les autres dans un rapport présenté par le second signataire de notre proposition à la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles, inséré dans le journal *Le Palais*, année judiciaire 1886-1887, pages 145 à 179.

Ont été repris du texte de M. Lejeune (voir *Documents parlementaires*, Chambre des représentants, session 1892-1893, n° 260, pages 281-282), nos articles 1, alinéa final; 2; 4; 5; 6, alinéa premier; 7; 8; 9, sauf l'alinéa final; et l'article 17.

Voici les dispositions nouvelles qui caractérisent notre projet :

a) Nous avons cru ne pas pouvoir inscrire en notre article 1<sup>er</sup> des limitations aussi restrictives que celles qu'admet M. Lejeune. Les cas où il admet l'action en recherche de la paternité sont, en effet, exceptionnels. Par là, trop d'enfants naturels seraient écartés du droit inscrit en tête du projet. Les limitations que nous avons admises seront démontrées, par la pratique, être suffisantes pour prévenir les abus.

b) Notre article 5 est l'opposé même de l'article 5 de M. Lejeune, qui exclut de la recherche de la paternité, les enfants incestueux et adultérins. Nous connaissons les craintes qui ont inspiré M. Lejeune et beaucoup d'autres excellents esprits. Mais ces craintes ne peuvent faire fléchir le principe de l'article 1<sup>er</sup>. Le motif de l'innovation a été judicieusement exposé par notre illustre civiliste Laurent, en son *Avant-projet*, tome II, à son article 331 (pp. 144-149) et à son article 555 (p. 150).

c) Deux dispositions nouvelles puisées dans le rapport de M. Ém. Vandervelde (*Palais*, 1886-1887, p. 178) :

Art. 9, alinéa final. — « Si le père vient à décéder avant la majorité, » l'enfant a droit à une provision d'aliments et d'éducation dans la succession du défunt, » car il n'est pas admissible que le prédécès du père rende vain et nul le principe inscrit à l'article 1<sup>er</sup>.

Art. 10. — Les enfants naturels majeurs sont assimilés aux mineurs, si par suite d'imperfections mentales ou physiques, ils se trouvent dans l'impossibilité de pourvoir à leur entretien. Ce sont en fait, des mineurs pour toute la vie, traités aussi comme tels par l'article 1708, alinéa 3, du nouveau Code civil allemand.

d) Les articles 6, alinéa final, et 11 à 16, ont été respectivement repris

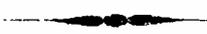
des articles 1713, alinéa final, 1714, 1709, 1710, 1714, 1715 et 1716 du Code civil allemand (traductions de M. De la Grasserie, juge au tribunal civil de Rennes, et de M. de Meulenaere, conseiller à la Cour d'appel de Gand), qui a déterminé en détail et de la façon la plus équitable et la plus pratique non seulement les droits de la mère naturelle, mais encore le mode de prestation des obligations du père.

Ajoutons seulement que notre article 14 s'impose pour éviter toute pression ou contrainte qui serait exercée par le père sur l'enfant et que si l'article 16 exige le paiement d'avance, et même antérieurement à la naissance, des frais et de l'entretien dû pour le temps immédiat qui suivra l'accouchement, il tend ainsi à diminuer le danger d'infanticide et invite à la reconnaissance volontaire de la paternité. (De la Grasserie.)

e) Une loi garantissant les droits des enfants naturels dont la filiation aura pu être établie, serait une mesure bien insuffisante, si elle ne garantissait aussi les droits tout aussi évidents des enfants que des circonstances fortuites empêcheront d'atteindre la preuve de leur filiation. Si les enfants sont indigents, la collectivité, représentée par l'État, doit veiller à ce que *le droit à la vie* soit réalisé pour ces victimes innocentes. Il en est de même des enfants nés de père et mère inconnus et des enfants abandonnés ou orphelins dont le domicile de secours ne peut être déterminé, de toute cette catégorie de citoyens mentionnés à l'article 4 de la loi du 27 novembre 1891, et si imparfaitement protégés par les dispositions de la loi sur l'assistance publique.

Mais introduire dans la présente proposition de loi les mesures de protection et d'assistance applicables à ces enfants, c'eût été trop compliquer et retarder le vote de la réforme urgente exposée ci-dessus. Nous avons donc dû nous borner à proposer à la Législature que, par le vote de notre article 18, elle s'engage à prendre ces mesures incessamment.

H. DENIS.



## PROPOSITION DE LOI

## ARTICLE PREMIER.

La recherche de la paternité est autorisée.

Elle est permise pourvu qu'il y ait preuves écrites, commencement de preuve par écrit ou faits constants faisant naître des présomptions assez graves pour déterminer l'admission de la preuve testimoniale.

L'action sera intentée pendant la minorité, au nom de l'enfant, par sa mère ou son tuteur, avec l'autorisation du conseil de famille.

Le commencement de preuve par écrit résulte de tous actes, écrits, papiers ou lettres émanés d'une partie engagée dans la contestation ou qui y aurait intérêt, si elle était vivante.

## ART. 2.

Après avoir constaté l'existence des conditions auxquelles la recherche de la paternité est admissible aux termes de l'article premier, le juge décide, suivant les circonstances de la cause, si l'enfant a pour père celui qu'il réclame.

## ART. 3.

Ne sont point exclus de la recherche de la paternité :

1<sup>o</sup> Les enfants nés de personnes dont l'une était, à l'époque de la conception, unie par le mariage à une autre personne ;

2<sup>o</sup> Les enfants nés de personnes entre lesquelles le mariage est interdit.

## WETSVOORSTEL

## EERSTE ARTIKEL.

Het onderzoek naar het vaderschap is toegelaten.

Het wordt veroorloofd, indien er voorhanden zijn schriftelijke bewijzen, een begin van bewijs bij geschrifte of reeds vaststaande feiten waaruit genoegzaam zwaarwichtige vermoedens kunnen worden afgeleid om het bewijs door getuigen in te willigen.

De rechtsvordering wordt, gedurende de minderjarigheid van het kind, namens hem door zijne moeder of door den voogd ingesteld, met machtiging van den familieraad.

Het begin van bewijs bij geschrifte vloeit voort uit alle akten, geschriften, papieren of brieven, afkomstig van eene partij die bij het geschil is betrokken of, nog in leven zijnde, daarbij belang zou hebben.

## ART. 2.

Nadat hij heeft vastgesteld het bestaan van de voorwaarden die, overeenkomstig het eerste artikel, worden vereischt tot ontrankelijkheid van het onderzoek naar het vaderschap, beslist de rechter, volgens de toedracht der zaak, of het kind dengene tot vader heeft, dien het voor geeft te hebben.

## ART. 3.

Van het recht tot onderzoek naar het vaderschap zijn niet uitgesloten :

1<sup>o</sup> De kinderen geboren uit personen waarvan een, op het tijdstip der bevruchting, door het huwelijk met een ander persoon was verbonden ;

2<sup>o</sup> De kinderen geboren uit personen tusschen welke het huwelijk is verboden.

## ART. 4.

La paternité ne peut être recherchée contre l'enfant naturel.

## ART. 5.

L'action ne peut être intentée par les héritiers ou par les autres successeurs universels de l'enfant qui n'a pas réclamé, que s'il est décédé mineur ou dans les cinq années après sa majorité.

## ART. 6.

Les héritiers ou les autres successeurs universels peuvent suivre cette action, lorsqu'elle a été commencée par l'enfant, à moins qu'il ne s'en soit désisté formellement ou qu'il n'ait laissé passer trois années sans poursuites, à compter du dernier acte de la procédure.

Le père doit supporter les frais de l'inhumation si l'on ne peut en obtenir le paiement des héritiers de l'enfant.

## ART. 7.

L'enfant ne peut réclamer du père, auquel il a été déclaré appartenir, les droits d'enfant légitime.

Ses droits héréditaires sont réglés par le Code civil au titre des successions.

## ART. 8.

L'enfant prend le nom du père auquel il a été déclaré appartenir.

Cependant, dans le cas où la filiation se trouve constatée, à la fois à l'égard du père et de la mère, l'enfant a le droit de conserver le nom de la mère, si le juge-

## ART. 4

Het onderzoek naar het vaderschap kan niet geschieden ten nadeele van het onechte kind.

## ART. 5.

De rechtsvordering kan niet worden ingesteld door de erfgenamen of andere algemeene erfopvolgers van het kind, dat zijnen staat niet heeft gevorderd, ten ware het kind minderjarig, of binnen vijf jaren na zijne meerderjarigheid mocht overleden zijn.

## ART. 6.

De erfgenamen of andere algemeene erfopvolgers kunnen die rechtsvordering voortzetten, wanneer zij door het kind is aangelegd, tenzij het uitdrukkelijk daarvan afgezien of het geding drie jaren na de laatste procesakte onvervolgd gelaten heeft

De vader moet de begrafeniskosten dragen, indien de betaling daarvan niet kan worden bekomen van de erfgenamen van het kind.

## ART. 7.

De rechten van wettig kind kunnen niet door het kind worden geëischt van den vader aan wien het verklaard is toe te behooren.

Zijne rechten van erfopvolging worden geregeld in den titel van het Burgerlijk Wetboek die handelt over de nalatenschappen.

## ART. 8.

Het kind neemt den naam van den vader, aan wien het verklaard is toe te behooren.

Ingeval echter de afstamming én tegenover den vader én tegenover de moeder is vastgesteld, heeft het kind het recht den naam van de moeder te behouden,

ment qui le rattache au père n'est intervenu que postérieurement.

L'enfant qui optera pour le nom de la mère devra, dans le délai d'un an, à partir du susdit jugement, et sous peine d'être déchu de son droit, faire une déclaration d'option devant l'officier de l'état civil du lieu où son acte de naissance est inscrit.

#### ART. 9.

Le père vis-à-vis duquel la filiation de l'enfant naturel est constatée, conformément aux dispositions qui précèdent, est tenu de le nourrir, de l'entretenir et de l'élever.

Il doit des aliments à son enfant naturel, à ses descendants légitimes, ainsi qu'au conjoint de l'enfant naturel ou de ses descendants légitimes dans les cas et de la manière qui sont déterminés par les articles 205 à 211 du Code civil.

Cette dernière obligation est réciproque.

Elle ne peut être réclamée, soit du père naturel, soit de l'enfant naturel, de ses descendants légitimes et du conjoint de l'enfant naturel ou de ses descendants légitimes, que si les personnes tenues de la dette alimentaire envers les uns ou les autres, aux termes des prédicts articles 205 à 211, sont elles-mêmes hors d'état d'y satisfaire.

Si le père vient à décéder avant la majorité de l'enfant, celui-ci a droit à une provision d'aliments et d'éducation dans la succession du défunt.

#### ART. 10.

Seront assimilés aux mineurs, les majeurs qui, par suite d'imperfections phy-

indien het vonnis, dat hem met den vader verbindt, eerst later is uitgesproken.

Het kind, dat de voorkeur geeft aan den naam der moeder, is verplicht binnen het tijdsverloop van één jaar, te rekenen van bovengezegd vonnis, en op straffe van zijn recht te verliezen, zijne keuze te doen kennen aan den ambtenaar van den burgerlijken stand der plaats waar zijne geboorteakte is ingeschreven.

#### ART. 9.

De vader tegenover wien de afstamming van het onechte kind, overeenkomstig de vorige bepalingen, is vastgesteld, is verplicht het te voeden, te onderhouden en groot te brengen.

Hij is aan zijn onecht kind, aan diens wettige afstammelingen, alsmede aan den echtgenoot van het onechte kind of diens wettige afstammelingen levensonderhoud verschuldigd in de gevallen en op de wijze zooals is bepaald bij de artikelen 205 tot 211 van het Burgerlijk Wetboek.

Deze laatste verplichting is wederkeerig.

Zij kan alleen dan worden geëischt hetzij van den natuurlijke vader, hetzij van het onechte kind, van diens wettige afstammelingen en van den echtgenoot van het onechte kind of van zijne wettige afstammelingen, wanneer de personen die, naar luid van bovengenoemde artikelen 205 tot 211, tot levensonderhoud tegenover van de eenen of de anderen verplicht zijn, zelf niet in staat zijn daaraan te voldoen.

Sterft de vader vóór de meerderjarigheid van het kind, dan heeft dit laatste recht, bij voorraad, op levensonderhoud en opvoeding uit de nalatenschap van den overledene.

#### ART. 10.

De meerderjarigen die, ten gevolge van lichamelijke of geestelijke gebreken, niet

siques ou mentales, sont hors d'état de pourvoir à leur entretien.

**ART. 11.**

L'exécution des obligations résultant de l'article 9, ou des dommages-intérêts du chef d'inexécution de ces obligations, peuvent aussi être exigés pour le passé, à partir de l'introduction de l'action de l'article premier.

**ART. 12.**

Le père doit l'entretien, avant la mère et les parents maternels de l'enfant. Lorsque la mère ou un parent maternel qui doit cet entretien, le fournit à l'enfant, l'action alimentaire de l'enfant contre le père passe à la mère ou au parent maternel. Cette subrogation ne peut être invoquée au préjudice de l'enfant.

**ART. 13.**

L'entretien doit être fourni par le service d'une pension en deniers. La pension doit être payée d'avance et par trimestre. Le père n'est pas libéré par un paiement anticipatif pour une plus longue période. Si l'enfant survit au commencement d'un trimestre, il a droit à la totalité de ce trimestre.

**ART. 14.**

La convention intervenue entre le père et l'enfant relativement à l'entretien de celui-ci dans l'avenir, ou sur une indemnité à payer en une fois à la place de cet

in staat zijn in hun levensonderhoud, te voorzien worden gelijkgesteld met minderjarigen

**ART. 11.**

De nakoming van de verplichtingen voortvloeiende uit artikel 9, of de betaling van schadeloosstelling wegens het niet-ervullen van deze verplichtingen, kan ook voor het verleden worden geëischt, te rekenen van af de instelling der rechtsvordering vermeld in het 1<sup>o</sup> artikel.

**ART. 12.**

De verplichting van den vader tot voorziening in het onderhoud, gaat vóór die van de moeder en vóór die van de moederlijke bloedverwanten van het kind. Wanneer de moeder of een bloedverwant van moeders zijde, die tot dat onderhoud verplicht is, het aan het kind verstrekt, gaat de rechtsvordering, die het kind heeft tegen den vader tot het bekomen van levensonderhoud over op de moeder of op den moederlijken bloedverwant. Deze overdracht kan niet ten nadeele van het kind worden ingeroepen.

**ART. 13.**

Het onderhoud moet worden verstrekt door eene uitkeering in geld. De uitkeering moet worden voldaan bij vooruitbetaling, om de drie maanden. De vader is niet ontheven door eene vooruitbetaling voor een langeren termijn. Is het kind in leven bij den aanvang van een kwartaal, dan heeft het recht op het geheele kwartaal.

**ART. 14.**

De overeenkomst tusschen den vader en het kind gesloten betreffende het onderhoud van het kind in de toekomst, of betreffende eene ineens te betalen ver-

entretien, doit être approuvée par le conseil de famille.

La renonciation gratuite à l'entretien dans l'avenir est nulle.

## ART. 15.

Le père doit rembourser à la mère les frais de son accouchement, ainsi que les frais de son entretien pendant les six premières semaines après l'accouchement; si, par suite de la grossesse ou de l'accouchement, d'autres dépenses deviennent nécessaires, il doit rembourser les frais qui en résultent. La mère peut exiger le montant ordinaire des frais à rembourser, sans égard à la dépense réellement faite.

Ce droit appartient à la mère même lorsque le père est mort avant la naissance de l'enfant ou que celui-ci est mort-né.

Ce droit se prescrit par un laps de quatre ans. La prescription commence à courir à l'expiration des six semaines qui suivent la naissance de l'enfant.

## ART. 16.

Dès avant la naissance de l'enfant, sur la requête de la mère, il peut être ordonné par le président des référés et par disposition provisionnelle que le père devra payer, aussitôt après la naissance, à la mère ou au tuteur, l'entretien de l'enfant pendant les trois premiers mois, et qu'il devra consigner la somme nécessaire dans un délai convenable avant la naissance.

De la même manière, sur requête de la mère, il peut être statué sur le paiement à la mère du montant ordinaire des frais à lui rembourser, en vertu de l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, et sur la consignation de la somme nécessaire.

goeding, ter vervanging van dit onderhoud, moet door den familieraad worden goedgekeurd.

Afstand, zonder vergoeding, van het onderhoud in de toekomst is nietig.

## ART. 15.

De vader moet aan de moeder de onkosten harer bevalling vergoeden, benevens de kosten van haar onderhoud gedurende de zes weken daarop volgende; zijn, tengevolge van de zwangerschap of de bevalling, andere uitgaven noodzakelijk, dan moet hij de daaruit voortvloeiende onkosten vergoeden. De moeder kan het gewone bedrag van de terug te betalen onkosten eischen zonder dat er gelet wordt op de werkelijk gedane uitgaaf.

Dit recht komt aan de moeder toe zelfs wanneer de vader is overleden vóór de geboorte van het kind of wanneer het kind doodgeboren is.

Dit recht verjaart door eentijdsverloop van vier jaren. Deze verjaring vangt aan na afloop van de zes weken volgende op de geboorte van het kind.

## ART. 16.

Reeds vóór de geboorte van het kind kan, op verzoekschrift van de moeder, door den voorzitter der rechtbank, in kortgeding, worden bevolen dat de vader, onmiddellijk na de geboorte, bij voorraad, aan de moeder of aan den voogd zal betalen het onderhoud van het kind gedurende de eerste drie maanden en de daartoe noodige som binnen een behoorlijken termijn vóór de geboorte in gerechtelijke bewaring zal geven.

Op dezelfde wijze kan, op verzoekschrift van de moeder, worden beslist over de betaling aan de moeder van het, uit kracht van artikel 15, 1<sup>ste</sup> lid, haar te vergoeden gewoon bedrag der onkosten en over het in gerechtelijke bewaring geven van de daartoe noodige som.

Pour obtenir cette disposition provisoire, il n'est pas nécessaire de justifier de la vraisemblance du péril en la demeure.

**ART. 17.**

Dans tous les cas où il y a lieu, d'après la présente loi, de prendre égard à l'époque de la conception de l'enfant, cette époque est fixée entre le trois centième jour et le cent quatre-vingtième jour avant la naissance, au moment le plus favorable à l'enfant.

**ART. 18.**

Une loi spéciale réglera les mesures de protection et d'assistance applicables aux enfants dont la filiation paternelle n'aura pu être établie et qui se trouveront dans l'indigence, ainsi qu'aux autres enfants compris dans l'article 4 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique.

Tot het bekomen van deze beschikking bij voorraad, is het niet noodig te bewijzen, dat het gevaarlijk zou zijn daarmede te wachten.

**ART. 17.**

In alle gevallen waar het, overeenkomstig deze wet, noodigmocht zijn rekening te houden met het tijdstip der ontvangenis van het kind, wordt dit tijdstip gesteld tusschen den drie honderdsten en den honderd tachtigsten dag vóór de geboorte, op dat oogenblik hetwelk voor het kind het voordeeligst is.

**ART. 18.**

Eene afzonderlijke wet zal bepalen de maatregelen tot bescherming en bijstand, die van toepassing zijn op de kinderen waarvan de afstamming van vaders zijde niet kan worden vastgesteld en die onvermogen zijn, alsmede op de andere kinderen waarvan sprake is in artikel 4 der wet van 27 November 1891 op den openbaren onderstand.

H. DENIS.

ÉMILE VANDERVELDE.